

Votre article bilan d'étape sur le mouvement début janvier dans *Le Point* vous a placé au cœur d'une virulente polémique. Éditorialistes et politiques se répondent depuis, en défense ou en attaque. Certains vous accusent d'enterrer le Hirak, y voient le signe d'un ralliement au régime, d'autres saluent la lucidité et la nécessité de votre réflexion. Êtes-vous étonné par la brutalité des réactions ?

Même si j'ai l'habitude d'être clivant, j'ai été surpris. L'exercice de la lucidité est toujours coûteux. Les moments de rupture politique ont tendance à déchaîner affects et émotions qui empêchent un débat serein. Être accusé d'enterrer le Hirak, ce soulèvement magnifique, à moi tout seul ? Je le prends comme un compliment. Soyons sérieux. Penser que la seule chronique d'un écrivain a autant d'impact est grotesque. J'ai juste voulu me livrer à un bilan d'étape, mettre la loupe sur nos impasses, définir nos objectifs. Le régime est en train de regagner de l'espace et de la légitimité. Dans la radicalité absolue, dans l'incapacité à produire un discours déchiffrable pour les Algériens, dans le choix de centrer toute son ac-

tion sur Alger et d'ignorer la ruralité, le Hirak se prive de la possibilité de donner un second souffle au soulèvement. Ma chronique a visiblement touché juste si l'on en croit l'avalanche de commentaires. Elle va contribuer à ce qu'on s'organise. Mais certaines réactions m'ont inquiété. Un mouvement qui revendique la liberté et la démocratie et qui commence par nier la liberté d'opinion d'un écrivain, qui me juge selon le mode binaire de pro- ou anti-régime, de traître, je trouve cela effrayant. On ne se bat pas contre un régime en reproduisant ses mœurs. J'avais l'habitude des attaques des islamistes, de celles du pouvoir. Mais là...

Récemment, des assises pour une alternative démocratique (Pacte de l'alternative démocratique) se sont tenues à Alger. L'ébauche d'une sortie de crise politique ?

Même si cette initiative n'aboutit pas immédiatement, c'est l'amorce d'une réflexion sur l'avenir du mouvement. À ce titre, c'est un bon signal. Là, je vois une tentative de dialogue, dont je suis tenant. Je ne suis ni leader politique ni détenteur d'une vérité. Je suis écrivain, je livre mon opinion. Je peux me tromper mais je préfère la voie la plus mûre, la plus prudente. Je ne crois pas qu'une rupture brutale soit la solution. Je suis partisan d'une transition qui permettra de faire émerger des élites.

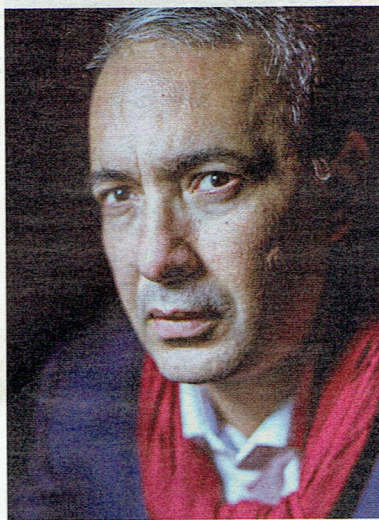
Vous pointez, comme l'une des causes de l'essoufflement momentané du Hirak, le dédagisme, et son manque de leadership.

Pas seulement. Il nous faut nous tourner vers la ruralité, faire du porte-à-porte dans les villages, expliquer ce qu'est une Constituante, un régime parlementaire. L'Algérien a été dépolitisé. Nous sommes les petits-enfants du Parti unique qui parlait et décidait à notre place, qui racontait l'histoire du pays à notre place. Un travail de fond doit être fait. Le Hirak ne doit pas être uniquement enfermé dans le spectacle des marches, même si celles-ci permettent de maintenir la pression. Il faut s'engager dans le mouvement associatif, parler écologie, information, imaginer un changement de la structure économique. Nous devons redécouvrir notre pays, l'accepter dans sa pluralité. Et surtout en finir avec la criminalisation du penser autrement.

Propos recueillis par Marie Cailletet

« Les gens sont terrifiés par la perspective du chaos, les Algériens ne veulent pas d'une situation à la syrienne. »

— Kamel Daoud



Depuis le début du mouvement, la question des droits des femmes semble clivante. Faut-il la mettre ou non en avant dans les revendications ?

Dire que l'on va opérer une rupture profonde en laissant de côté les questions essentielles de liberté, et principalement celle des femmes, est une illusion. Si une telle violence s'est déchaînée contre les voix qui plaident pour la liberté de la femme, c'est que l'enjeu est central. Certains manifestants prétendaient que ce n'était pas le moment d'aborder ce point, que l'on verrait plus tard. C'est lâche et cela risque seulement à fidéliser une clientèle politique que l'on ne peut recruter qu'en faisant des concessions désastreuses. Certes, le pays n'est pas prêt, mais le plus grave est de dire que cette liberté n'est pas importante. De ne pas se battre pour elle.